

Deauville, nous n'avons pas bu de ton eau... ...mais nous avons quand même bien pris la tasse.

Echos de la mobilisation anti G8-G20 2011 en France

Par son choix de se déplacer géographiquement (actions « décentralisées ») et temporellement (un village « long » entre le G8 et le G20) des lieux des sommets officiels, la mobilisation anti G8-G20 en France en 2011 s'est voulue « différente ». Quelle en ont été les effets ? La dynamique de mobilisation internationale s'est-elle transformée ? S'ouvre-t-elle vers de nouvelles perspectives de luttes ? À l'issue de cette année de mobilisation, il en ressort plutôt que les contre-sommets et autres luttes globales n'intéressent plus personne du côté radical¹ et que la stratégie choisie n'a pas atteint les objectifs fixés. Les actions décentralisées de mai et le village « long » de juillet ont globalement été un échec. En témoigne la quasi-absence de contestation « radicale » lors du sommet du G20², qui se devait être le point d'orgue du processus initié par l'« appel de Dijon ». Cette mobilisation donc a bien été différente, mais à sa manière.

Ce texte est écrit par des gen-te-s impliqué-e-s dans la stratégie des contre-sommets depuis pas mal de temps et qui tentent d'interroger cette pratique et de maintenir sa pertinence. Certain-e-s ont fait partie du collectif Dissent Paris³. En 2010, le collectif a organisé un tour de réflexion en France sur les pratiques de contre-sommets⁴. Parce que ces personnes ne voulaient pas admettre une réduction de cette stratégie à une mode temporaire et à un activisme uniquement spectaculaire, illes sont allé-e-s demander à d'autres ce qu'illes pensaient et attendaient de ce type de mobilisation internationale. Les résonances que ce tour a déclenché chez nous ont donné lieu à l'écriture d'un texte : « On rentre à la maison ? »⁵. Les auteur-e-s ont également fait partie de cell-eux qui ont appelé au week-end de Dijon et ont participé à la mobilisation contre le G8-G20 en France.

Dans ce texte, nous avons choisi de mettre en avant ce qui nous a le plus marqué, les points sur lesquels il nous semble important de prendre du recul. Il s'agit plus d'un écho critique et non d'un compte-rendu qui se voudrait objectif ou complet. Nous espérons que ce texte provoquera des réactions et des débats. Avant d'aller plus en avant, nous pensons important de rappeler dans les grandes lignes ce qui s'est passé.

Comment s'est déroulé la mobilisation ?

Pour ne pas alourdir le texte, nous aborderons ici uniquement ce qui s'est passé du côté des radicaux et des radicales. Au passage, il est intéressant de noter qu'il y a eu une nouvelle fois deux mobilisations parallèles (une radicale et une des associations dites altermondialistes) et qu'aucun lien ne s'est créé entre les deux.

D'abord, la mobilisation radicale a commencé très tard (novembre 2010). On constatait avant cela

-
- 1 Radical entendu comme refusant le jeu des institutions et voulant créer un réel rapport de force. Ce n'est pas un synonyme d'actions violentes.
 - 2 Un appel a toutefois été écrit par gen-te-s de Montpellier, proposant des actions décentralisées. À notre connaissance, seule une manifestation contre le G20 s'est tenue à Nantes.
 - 3 Ce texte n'est pas l'expression du collectif Dissent Paris et n'est pas une représentation partagée par tou-te-s les membres du collectif.
 - 4 Un tour similaire a été réalisé en Allemagne.
 - 5 Nous conseillons vivement la lectrice et le lecteur de lire ce texte qui précise beaucoup nos motivations à ne pas abandonner la pratique des contre-sommets et analyse quelques problématiques de ce type de mobilisation. <http://rebellyon.info/On-rentre-a-la-maison-Quelques.html>

relativement peu d'agitation et d'intérêt autour de la question. En octobre 2010, le collectif Dissent Paris envoie un appel à un week-end international de préparation fin novembre à Dijon. Il donne le ton en proposant l'idée d'un village long de convergences des luttes et de réflexion destiné principalement au milieu anti-autoritaire ou « radical ». Le week-end de Dijon a été organisé autour d'une succession d'ateliers et d'AG. L'idée étant de tenter de prendre du recul, de parler de stratégie afin d'aboutir à une décision collective quand à la mobilisation. Environ 80 personnes étaient présentes. Parmi elles,⁶ il n'y avait aucun réseau, structure ou groupe avec une capacité de mobilisation. La majorité des présent-e-s était donc des « individu-e-s » qui pour la plupart ne se connaissaient pas et n'avaient pas eu l'expérience d'une mobilisation (et a fortiori de préparation de mobilisation) de type « contre-sommet ». Finalement, une décision sera prise avec beaucoup de difficulté. Elle aboutira à un processus de mobilisation en 3 temps qui sera précisé par un texte d'appel (« Deauville, nous ne boirons pas de ton eau », appelé par la suite « Appel de Dijon ») :

- Des actions décentralisées au moment du G8. Principalement pour éviter l'habituelle sur-militarisation et répression des contre sommets classiques et pour lier les luttes locales existantes à une lutte globale.

- Un village long pendant l'été, lié à une lutte locale pour faire le bilan des actions décentralisées, discuter stratégie de luttes à une échelle européenne et imaginer une manière plus adaptée de montrer notre opposition au moment du sommet du G20.

- Une apparition au moment du G20 en Novembre, à déterminer pendant le village d'été.

A la sortie de Dijon, on constate donc une volonté quasi-unanime de ne pas s'embarquer sur un processus de contre-sommet classique. Changer de lieu, se réunir hors agenda afin d'éviter la pression policière et rejeter la stratégie de délégitimation des institutions internationales mise en pratique au travers de « blocages » symbolique du sommet ont été plus ou moins consensuels.

Trois autres week-ends de préparation se tiendront. Au fur et à mesure de l'avancée de la mobilisation, de moins en moins de personnes maintiendront un engagement dans celle-ci. Régulièrement de nouvelles personnes s'impliqueront, mais souvent temporairement. La dynamique sera de plus en plus centrée du côté de Paris et restera difficile tout du long. Lors de l'avancée du processus, les problèmes d'organisation, la question du village et de son potentiel lieu prendront énormément de place et donc d'énergies (nous y reviendront plus tard). Au final, des actions ont eu lieu en France et dans cinq autres pays d'Europe et un village de trois semaines s'est tenu sur un terrain de la Zone À Défendre⁷ de Notre Dame Des Landes. Le processus s'arrêtera là et le G20 de novembre se déroulera sans une aucune initiative spécifique du côté des radicaux à part une manifestation contre le G20 à Nantes⁸.

Nous espérons que cette description à grands traits aidera à replacer les réflexions et témoignages suivants dans leur contexte. Voici donc quelques points saillants qui nous semblent valoir le coup de l'analyse.

Luttes locales et luttes internationales

Les mobilisations organisées à l'occasion des sommets internationaux étaient habituellement le lieu de brassage militant et d'échange au niveau international. Est-ce que la mobilisation de l'année

6 La présence de personne d'ATTAC, désireuses de construire une mobilisation large a été pour nous une surprise. Cette ouverture ne s'est pas poursuivie par la suite.

7 A Notre Dame Des Landes, une lutte contre le projet de construction d'un nouvel aéroport en périphérie de Nantes est en cours depuis plus de 30 ans. La Zone à défendre, officiellement Zone d'Aménagement Différé est la zone où l'aéroport devrait être construit et sur lequel des activistes occupent des terrains pour s'opposer à ce chantier. Pour plus d'information : zad.nadir.org

8 Encore une fois, un appel proposant des actions décentralisées, à circulé en septembre-octobre. À part l'initiative de Nantes, rien d'autres n'a eu lieu à notre connaissance.

précédente a su maintenir cet aspect là ?

À Dijon, une dizaine de militant-e-s européen-ne-s (essentiellement Allemand-e-s) étaient présent-e-s. Constatant la difficulté de déboucher à une décision et le peu de personnes « organisées » présent-e-s, illes n'ont logiquement pas souhaité s'investir plus en avant tant que la mobilisation ne paraissait pas plus « solide ». Certain-e-s ont indiqué qu'il était dommage d'avoir appelé à une réunion au niveau international sans être assuré auparavant d'une capacité de mobilisation suffisante à l'échelle nationale. Évidence que cell-eux qui ont appelé à cette réunion ont oublié tellement illes comptaient sur d'autres forces, étant confrontés à un désintérêt « national » sur la possibilité d'un contre-sommet en France en 2011⁹. Au niveau des actions décentralisées, nous verrons que l'idée a bien été relayée en Allemagne. On peut déjà souligner l'effet facilitant de l'infotour effectué dans ce pays¹⁰ et des liens et la confiance qu'avaient établis certain-e-s individu-e-s avec la sphère militante allemande. Par contre, malgré cette participation positive outre-Rhin, on ne peut pas dire qu'il y a eu une réelle coordination internationale et large dans la préparation de ces actions. Elle a plutôt eu lieu de manière informelle. Les gen-te-s qui étaient déjà dans une dynamique d'échange et de réseau ont activé et maintenu des liens déjà créés auparavant. En ce qui concerne le village, il n'y a pas eu de préparation internationale. Au moment de sa tenue, on a constaté la présence de certain-e-s internationa-les-ux : « le soir autour du feu on entendait un peu d'anglais, d'espagnol voire de l'allemand. »¹¹ « Mais il n'y a presque pas eu d'ateliers, d'échanges au niveau formel : « des chouettes rencontres interindividuelles se sont faites mais c'est tout »¹². Au cours de la mobilisation, très peu de personnes venant d'autres pays ont participé et il a toujours été difficile de prendre en compte les non-francophones dans le processus de prise de décision¹³. Par exemple, il n'était pas rare de lire des mails uniquement en français sur la liste internationale. Les coordinations se déroulaient la plupart du temps en français sans se préoccuper sérieusement du temps nécessaire à la traduction. Pendant le village, quand certain-e-s non francophones insistaient pour participer et s'engager lors des AG, aucun effort n'était fait pour s'assurer que ces personnes pouvaient comprendre les discussions. L'assemblée continuaient à parler français, les intéressé-e-s se faisaient traduire par des « connaissances » ou des bonnes volontés. Ainsi, alors que les contre-sommets permettaient auparavant des tentatives d'échanges et de coordination au niveau international sur des bases anti-autoritaires, on peut dire que l'expérience de l'année précédente a été un recul sur ce plan là. Les difficultés d'organisation n'ont pas été les seules raisons de ce recul. Il était clair à la réunion de Dijon qu'il y avait une volonté forte d'ancrer la mobilisation dans des luttes locales : en choisissant d'installer le village sur un lieu de lutte locale et en proposant des actions décentralisées à mettre en œuvre « localement ». Mise à part une déclaration de principe : « Nous voulons continuer à nous mobiliser à un niveau international contre ces institutions »¹⁴, le caractère international habituellement présent dans ce type de lutte a consciemment été mis en arrière plan.

Concernant le choix de privilégier les luttes locales, la difficulté de mettre en œuvre une telle proposition n'a jamais été trop questionnée. Le texte d'appel de Dijon stipulait : « Des luttes comme la révolte grecque de 2008, la campagne anti-castor en Allemagne, ou les communes de Oaxaca et Copenhague montrent que notre force est toujours multipliée lorsqu'elle se lie à celle des populations locales »¹⁵. Que la dynamique de lutte soit bien moins enthousiasmante en France qu'en Allemagne,

9 Pour rappel, certain-e-s d'entre nous ont appelé à la réunion de Dijon.

10 Il n'y a pas eu d'infotour effectué en France.

11 No pasaran n° 95, page 7

12 Op cit

13 Sauf à Dijon, où une dizaine de militant-e-s internationa-les-ux étaient présentes et où les AG se déroulaient simultanément en anglais et en français.

14 Appel de Dijon: Deauville nous ne boirons pas de ton eau , <http://www.paris.indymedia.org/spip.php?article4823>

15 Op cit

en Grèce, à Oaxaca et Copenhague n'était bien sûr pas envisagée¹⁶. Pour nous, il ne suffit pas d'une déclaration d'intention pour voir une mobilisation prendre de l'ampleur, et encore moins s'enraciner spontanément dans une « lutte locale ». Plus concrètement, quels lieux avaient potentiellement les capacités et l'ouverture pour accueillir le projet de village ? Dans les faits, ceux que nous avons visités avaient des préoccupations plus urgentes et quotidiennes et n'étaient pas disponibles pour nous accueillir¹⁷. Par ailleurs, ce projet était porté par des gen-te-s qu'illes ne connaissaient pas et soutenu par aucun réseau, (informel ou non), groupe ou organisation existant-e. Enfin, comment le village allait-il s'inscrire dans cette « lutte locale » en évitant de la déséquilibrer ou même de l'« envahir » voir de la « coloniser »¹⁸ ? Tout ces risques étaient bien présents dans cette proposition et elle méritait donc d'être développée avec prudence et transparence. Finalement, le choix de coupler le village à une lutte locale a directement compliqué la recherche concrète de lieu. En effet, quels critères rentraient dans la case « lutte locale » ? L'attirance pour Notre-Dame-des-Landes comme potentiel lieu de village a pris une place envahissante dès Dijon et n'a jamais été mise de côté, malgré la difficulté d'avoir un accord clair (ou un refus clair) de la part des occupant-e-s de la ZAD pour accueillir le village long. Qu'est-ce qui, alors, faisait office de lieu potentiel ? Les lubies de certain-e-s ? La réputation et l'attirance que provoquaient des lieux en particulier ? Ainsi, parce qu'il a engagé une énergie considérable et qu'il a provoqué des malentendus récurrents, il nous semble que le choix d'un lieu de lutte « locale » comme lieu de village a clairement gêné la réalisation des autres objectifs du village quant à eux clairement définis.

Tout cela illustre bien une perception des luttes globales vues comme un « mirage contre-productif »¹⁹ très en vogue en ce moment. Nous sommes bien conscient-e-s que les phénomènes de domination se matérialisent dans notre quotidien, et que c'est là où ils prennent forme qu'ils sont attaquables. Il n'empêche que les oppressions, et notamment le capitalisme, s'organisent tout autant à une échelle internationale, et constituent un système de domination dont les structures sont communes. La crise qui sévit depuis cinq ans et son intensification actuelle en est un parfait exemple. Si on veut pouvoir prendre du recul, sortir de notre isolement, et adapter nos luttes aux mutations du capitalisme, des liens entre des luttes et nos différentes « localités » doivent être tissés. Les mobilisations internationales (et pas seulement) ont été et peuvent encore être un outil essentiel en ce sens. Pour donner un autre exemple, il est clair que la réussite de la lutte contre la centrale nucléaire de Plogoff est indéniablement liée à la forte mobilisation locale contre ce projet. Mais, il est tout aussi fondamental de noter que cette lutte a été fortement alimentée par la critique antinucléaire, qui n'avait pas attendu Plogoff pour se construire et exister. L'un et l'autre sont fortement connectés et imbriqués. La bonne articulation de ces deux niveaux de pensée et de lutte apparaît comme l'une des clés d'une potentielle transformation « radicale » de notre société.

Parallèlement au choix de construire le village en lien avec une lutte locale, les actions décentralisées prévues comme mode d'apparition au moment du G8 étaient aussi pensées dans le souci de lier local et global dans nos luttes. Qu'en a-t-il été dans les faits ?

16 La lutte anti-CASTOR en Allemagne est le fruit d'un travail de mobilisation vieux de plusieurs décennies et elle s'est intensifiée grâce aux efforts de mise en réseaux des militant-e-s Allemand-e-s pendant la mobilisation d'Heiligendamm en 2007.

La révolte de Oaxaca en 2006 a été provoquée en réaction à des politiques brutales qui dure depuis des décennies, dans une société traversée par une culture communautaire indigène et des solidarités fortes.

17 Il est intéressant que les gen-te-s du réseau sans titre, qui ont critiqué très tôt les limites des contre-sommets ne se soient pas intéressé-e-s au processus en cours puisque celui-ci répondait pour beaucoup aux critiques qu'illes avaient formulées. Certain-e-s ont tout de même accueilli le projet avec enthousiasme. En témoigne une invitation à un entretien dans les locaux de radio Zinzinne et la présence de l'appel de Dijon dans l'Ire des Chesnais, respectivement, radio et journal de la communauté Longo Maï.

18 Même si ce terme était hors de propos à ce moment (cela faisait des mois que des gen-te-s se rendait sur place pour tenter de convaincre et d'expliquer le projet du village), certain-e-s de la ZAD opposé-e-s au projet ont utilisé-e ce terme pour marquer leur opposition à l'idée que le « village long » se tienne sur la ZAD.

19 Voir le texte : « On rentre à la maison ? »

Les actions décentralisées

Depuis pas mal de temps dans les milieux radicaux, il est courant d'appeler à la tenue d'actions décentralisées comme mode d'apparition lors des contre-sommets. À Dijon, beaucoup insistaient sur l'intérêt de frapper simultanément en plusieurs endroits. Même si la perspective d'attaquer le capitalisme où qu'il soit nous plaît bien, il nous semble un peu compliqué de rendre cet ambitieux objectif réalisable par une simple déclaration d'intention. Encore plus si cell-eux qui le décrète sont 80, sans présence de personnes organisées ni de réseaux actifs, et dans un contexte de lutte difficile. Pour nous, la principale problématique de cette stratégie n'a jamais été posée, à savoir : comment concrètement relayer cette proposition, convaincre de sa pertinence et donc s'assurer qu'elle puisse être reprise par un grand nombre de personnes et donc différents milieux de lutte ? Pour nous, ce choix engage beaucoup plus d'énergie de préparation et de mise en lien qu'une action ayant habituellement lieu en contre-sommet classique. Quant à la répression qu'il est censé éviter, l'avertissement écrit deux ans plus tôt nous semble toujours valable : « le pari de la liberté d'action octroyée par l'éloignement géographique (pour s'attaquer à d'autres cibles que celle du sommet officiel) pourrait alors se retourner et jouer en faveur des flics, libres de réprimer hors des lumières médiatiques »²⁰. Peu importe que ces arguments soient régulièrement objectés à cette proposition, elle revient systématiquement à chaque sommet organisé en Europe sans aucune variation ni tentative d'adaptation. A chaque fois, on a l'impression qu'il suffit d'un appel convainquant pour concrétiser la proposition. D'ailleurs, l'appel de Dijon était assez caractéristique en ce sens : « Nous appelons des groupes à se constituer dans toutes les régions de France et du monde et à s'organiser localement pour mener des actions décentralisées, dans les lieux et sur les thématiques de leur choix. [...] Les possibilités sont nombreuses et nous sommes partout. »²¹ Finalement, au-delà d'une légitime envie d'aborder différemment l'apparition contestataire de contre-sommet, le caractère réalisable de la proposition qui méritait d'être posée ne l'a jamais été. Même l'idée d'adapter la proposition pour permettre à des personnes isolées de prendre part à l'organisation d'actions n'a jamais été prise au sérieux au cours du processus. Il aurait été possible par exemple d'imaginer des « zones » géographiques dans lesquelles se seraient déroulées des actions, ce qui aurait pu renforcer les liens militants au delà du niveau local et permis une apparition plus visible et cohérente au niveau national ou européen (rêvons un peu). Par ailleurs, les organisations pouvaient être un outil de facilitation des actions décentralisées, puisqu'elles s'organisent autour d'antennes locales. La faiblesse et le repli actuel des organisations anarchistes n'a permis de pouvoir compter ni sur leur présence, ni sur leur aide.

Dans les faits, des initiatives se sont déroulées dans 19 villes de 6 différents pays les 26 et-ou 27 Mai 2011 : Paris, Dijon, Bordeaux, Caen, Nantes, Lyon et Strasbourg en France ; Berlin, Bremen, Hambourg, Kehl, Kiel, Cologne, Nurenberg, en Allemagne ; Bern en Suisse ; Amsterdam en Hollande ; Barcelone et Valence en Espagne ; Copenhague au Danemark. En prenant en compte la faiblesse de la mobilisation, cette multitude d'apparition (notamment, hors de France et d'Allemagne²²) a été pour nous une surprise. En y regardant de plus près²³, la plupart des actions ont été des petites manifestations. Très peu de lieux ont pu organiser des initiatives deux jours de suite (26 et 27 Mai) comme souhaité par les initiatrice/teur/s de cette proposition. Au niveau de leur effets : ces actions n'ont eu qu'un écho mineur dans les médias, ou pour prendre l'exemple de Paris, elle n'a pas réussi à toucher les populations auxquelles elle prétendaient s'adresser (classes pauvres

20 On rentre à la Maison.

21 Appel de Dijon: « Deauville nous ne boirons pas de ton eau »

22 Certain-e-s ont pris la peine d'organiser et de mettre en œuvre un infotour en Allemagne en avril. Par contre, il n'y a pas eu d'infotour en France.

23 <http://nog8actions.noblogs.org/>

ou moyennes, femmes, personnes racisé-e-s, immigrant-e-s²⁴), et elles n'ont eu aucun impact sur les échanges capitalistes. Celles auxquelles nous avons participé ont été la cible d'une répression « normale » et d'un déploiement de force conséquent²⁵, rendant caduque le postulat selon lequel des actions menées loin du sommet seraient pas ou peu réprimées. La résonance des actions de contre-sommets traditionnels, n'a pas été dépassée, loin de là. On pourrait même dire qu'il y a eu une régression par rapport à la visibilité de ces actions, notamment médiatique. À aucun moment, les journaux, télévisions n'ont montré d'images et laissé entendre des discours d'opposition au sommet et à la logique capitaliste²⁶. Au moins, les actions de contre-sommets « classiques » avaient l'intérêt d'afficher clairement et largement une conflictualité forte avec les valeurs capitalistes, patriarcale, racistes et colonialistes.

Après des actions décentralisées en guise de première étape, la mobilisation s'est poursuivies par l'établissement d'un village autogéré sur la ZAD de Notre Dame Des Landes pendant 3 semaines. Comment celui-ci s'est déroulé et quels en ont été les débouchés ?

Le village « long »

Bien que le village autogéré de juillet fut théoriquement une des choses les plus intéressantes proposées lors du processus initié à Dijon, sa préparation comme sa tenue furent globalement chaotiques. Pendant trois semaines, sur un champs arrosé par la pluie et envahi par des guêpes, on verra surtout de 50 à 200 personnes râler contre le mauvais temps et éventuellement participer aux rares ateliers qui avaient effectivement lieu. Des concerts nocturnes et bruyants à peine éloignés des lieux de repos achèveront de donner l'impression d'un camps de vacances pour militant-e-s. On pourrait objecter qu'il n'y a pas eu de problèmes majeurs durant ces trois semaines, cependant l'objectif n'était pas que le village se passe sans dommages mais de répondre à ce qui avait été proposé collectivement. Plus précisément, comment l'organisation et la vie sur le village n'ont pas répondu aux objectifs prévus ?

Le lieux [du village doit] être « traversés par des luttes »

Comment et pourquoi le lieu de Notre-Dame-des-Landes a été choisi ? Quels ont été les liens entre la mobilisation « NOG » et la « ZAD » et sur quoi ont-ils débouché ?

Dès la réunion de Dijon, la perspective d'installer le village long à Notre-Dame-des-Landes était très populaire. Pour concrétiser ce souhait, des personnes s'y sont rendues en janvier 2011 dans le but de rencontrer les différentes composantes de cette lutte locale²⁷. Des personnes mandatées par la ZAD viendront à la coordination de février pour tenter d'y voir plus clair dans ce projet et de rappeler les spécificités et les contraintes de leur lutte. Aucune réponse claire ne leur est donnée. Les tensions et la place que prend cette proposition durant la coordination montrent qu'il serait judicieux de se concentrer sur d'autres pistes. Alors qu'un groupe se charge de rechercher activement d'autres lieux, d'autres individu-e-s continuent de pousser pour que la ZAD accepte le projet. Cela crispe de plus en plus du côté de l'aéroport. À la coordination d'avril, alors que tout indique que Notre-Dame-des-Landes est à mettre de côté²⁸, des membres du *Collectif De Lutte Contre*

24 Par exemple, la parade anti G8 à Paris du 27 mai a traversé des quartiers « populaire ». Aucun texte expliquant les raisons de cette parade n'était distribué. Lorsque des habitant-e-s interrogeait sur les motivations de cette manifestation festive « c'est quoi le G8 ? », « pourquoi vous êtes là ? », aucune réponse simple et compréhensible n'était donnée.

25 Lors de la Parade anti-G8 à Paris, on a pu constater une présence massive de policiers en civil et de police anti-émeute tout au long du trajet.

26 Excepté les couvertures médiatiques des manifestations organisées par des associations « altermondialistes » au Havre et à Nice.

27 Malheureusement, un contretemps les empêchent de discuter avec des personnes de la ZAD.

28 La grande majorité des acteur-trices-s de la lutte étaient plus ou moins opposée au projet, à part le Collectif de Lutte contre

l'Aéroport, absents des précédentes coordinations, proposent un terrain d'installation et assurent que NOG sera accueilli sans trop de problèmes. La proposition est acceptée (par les 25 personnes restantes), faute d'autres propositions concrètes. Cette solution de dernière minute allait nous mettre au milieu des luttes internes à la ZAD. Par exemple, certain-e-s ont reproché à NOG « d'être des colons, d'être des radicaux violents qui allaient foutre le bordel et puis partir... Ces critiques étaient plutôt paradoxales puisqu'elles-eux-mêmes sont qualifié-e-s de radicaux violents installés depuis deux ans à peine par les autres mouvances qui luttent contre la construction de l'aéroport. »²⁹ Dans les faits, au moment du village, on verra très peu d'activistes de la ZAD s'impliquer, mis à part des personnes du squatt de *la Belich' Route* pour la plupart favorables depuis longtemps au projet. Un atelier de présentation de la lutte contre le projet d'aéroport mené par les gen-te-s de la ZAD et une action de contestation à l'aéroport de Nantes seront en fait les seuls moments communs. On peut enfin signaler que plus de 15 participant-e-s du village sont resté-e-s s'installer sur la ZAD à la fin du village. Pour nous, étant donné le peu d'ateliers et d'actions que les personnes de la ZAD et de NOG ont préparé et réalisé ensemble, cela nous permet juste de constater que des liens ont été créés à l'échelle individuelle. Ajoutons aussi qu'une partie de celles-eux qui sont resté-e-s pensaient à s'installer sur la ZAD avant la tenue du village. Ainsi, aux vues de la difficulté de créer des liens avec la lutte nantaise, et du peu d'échanges réels que cela a finalement occasionné, on ne peut que regretter l'obstination à vouloir installer le village sur la ZAD. Une fois encore, l'énergie considérable dépensée pour se rendre sur ce lieu a largement fait de l'ombre aux autres objectifs du village.

« Trouver de nouvelles façons d'agir... »

Le village se fixait pour objectif d' « interroger notre rapport à l'« action », [...] de faire un bilan critique [...] sur les actions décentralisées prévues durant le sommet du G8, et de tenter de préparer collectivement des actions contre le G20 en novembre . Quels ont été les débouchés concernant ces objectifs ?

Avant de répondre à cette question, nous pouvons déjà signaler que l'exigence qu'aucune action qui serait susceptible de déclencher une répression policière ne soit menée pendant le village a été respectée. Seules trois actions ont été menées, et elles nous ont semblé adaptées aux spécificités de ce rassemblement : l'action « péage gratuit » a permis de récupérer de l'argent pour servir aux frais du village ; la vélorution et l'occupation de l'aéroport de Nantes, ont été menées par solidarité à la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Par contre, à l'issue des trois semaines, rien n'a été élaboré de significatif sur la question d'un nouveau rapport à l'action³⁰. Pourtant, cette thématique incluait des questions récurrentes dans les milieux radicaux telles que : « comment faire face à la répression ou comment la contourner ? » ou « comment réaliser la diversité et la complémentarité des tactiques ? ». Elles auraient largement pu faire un sujet d'ateliers, ne serait-ce que pour partager des connaissances autour de l'anti-répression. Malheureusement, nous allons voir que très peu d'ateliers ont eu lieu et qu'il n'y avait pas de dynamique de réflexion et de prise de recul sur nos luttes pendant les trois semaines.

« Prendre le temps d'échanger nos pratiques politiques, [...] nos expériences de luttes, les questionnements et les limites qu'il-elle rencontre dans ses activités politiques au quotidien[...] pouvant amener à la consolidation de nos réseaux à tous les niveaux, et ainsi, combattre l'isolement »

²⁹ l'Aéroport.

²⁹ No pasaran n° 95, page 7

³⁰ Seul un bilan des actions décentralisées parisiennes a été réalisé.

Globalement, la réalisation de cet objectif a été un échec complet. Après les premiers jours du village logiquement dédiés à son installation, il a toujours été compliqué d'impulser et de maintenir des ateliers de réflexion. Étant donné le temps disponible, très peu de moments de réflexion ont effectivement eu lieu. Pendant trois ou quatre jours, une dynamique intéressante s'est mise en place autour des problématiques féministes et queer suite à la projection du « filmoutil »³¹. Mais elle n'a pas pu continuer en partie à cause du manque d'espaces abrités mais aussi parce que le nombre de participant-e-s intéressé-e-s n'était plus satisfaisant. Un atelier analysant différentes formes de luttes, leur pertinence et leur limite a accueilli à peine plus de participant-e-s que les personnes impliqué-e-s dans sa préparation alors qu'il répondait directement à l'objectif d'échange et d'analyse de différentes expériences de lutte. Des ateliers d'auto-défense nommé « Atelier Phalange » ont été mis en place et semblaient être populaires. Le plus inquiétant était que la référence au fascisme n'était même pas reconnue par ses organisateur-trice-s et cell-eux qui y participaient. Nous sommes bien conscient-e-s que les problèmes d'organisation et le peu de monde impliqué au cours de la mobilisation ont rendu difficile, voire impossible une planification et une préparation intéressante des ateliers. Mais cela n'explique pas entièrement le manque de contenu dont le village a souffert pendant les trois semaines. Avec le temps disponible et avec une organisation solide, les participant-e-s au village auraient pu créer une dynamique de réflexion modeste qui pallie au manque de préparation. Il n'en a rien été puisque, comme nous allons le voir, les difficultés à s'organiser en autogestion se sont poursuivies pendant le village.

« Enrichir encore un peu plus nos modes d'existence autogestionnaires »

Les difficultés potentielles d'organisation autogestionnaire que soulevait la proposition de village long étaient nombreuses et constituaient à elles seules un défi à relever. En effet, comment faire fonctionner de manière horizontale quelques centaines de personnes qui ne se connaissent pas, ont des expériences et des conceptions de l'autogestion hétérogènes, ne sont pas présent-e-s au même moment, ne sont pas arrivées en même temps et ne restent pas autant de temps sur place ? Plus précisément, comment prendre des décisions à beaucoup sans y passer des heures ? Comment mettre en application ces décisions ? Comment se répartir les tâches afin que ce ne soit pas toujours les mêmes qui s'échinent pour les autres ? Comment faire le lien entre les différentes assemblées, laisser une trace des décisions passées et des commissions en cours ? Plus simplement, comment faire circuler les informations pendant un temps long ? Depuis que la décision d'organiser un village long a été prise, ces problèmes n'ont jamais sérieusement été envisagés. À Dijon, nous avons senti beaucoup d'enthousiasme face à la proposition de village long mais très peu de scepticisme quant aux difficultés qu'elle soulevait. Malheureusement, à l'issue des trois semaines de vie du village, on peut clairement dire que rien de significatif n'a été mis en place pour répondre à ces défis : « au début du village, les Assemblées Générales ont été de vraies foires d'empoigne où on discutait de tout et de rien sans aucune conséquence sur les actions collectives à venir. On se serait cru à la Faculté. Il a fallu près de trois jours pour enfin mettre un cadre minimum pour fonctionner avec un peu d'efficacité »³². Mais, même après cette tentative de structuration, les difficultés d'organisation ont persisté : les AG n'étaient pas tenues régulièrement et n'étaient pas ou peu préparées, les règles de facilitation proposées et acceptées n'étaient que difficilement mises en œuvres. Par exemple, une des constantes était d'utiliser le signe « réponse directe » pour se croire autorisé à parler n'importe quand, n'importe comment. Cela n'empêchait pas non plus certain-es de parler quand illes le veulent

31 Téléchargeable sur cg.quickup.org

32 No Pasaran n° 95, page 7

sans utiliser aucun signe, puisqu'être anarchiste était souvent considéré comme synonyme de « je fais ce que je veux » ou « les règles, c'est autoritaire ». Du coup, les AG étaient interminables, les décisions n'étaient pas ou peu appliquées, beaucoup de participant-e-s partaient avant la fin. Après observation, on a d'ailleurs constaté que les hommes sont généralement restés plus longtemps pendant les AG chaotiques. On pourrait donc dire qu'une AG inorganisée contribue à maintenir, voire accentue la domination patriarcale, en plus de dégoutter les gens de ce mode prise de décision collective. Bref, une fois le cercle vicieux des AG chaotiques installé, il était compliqué de réajuster le coche. Une proposition de mettre en place des AG de quartiers a tout de même été proposée au bout d'une semaine mais l'expérience durera seulement trois jours³³. Par ailleurs, l'information n'était pas clairement diffusée et il était souvent difficile de savoir qui s'occupait de quoi, si cela avait déjà été discuté auparavant et où trouver l'information recherchée. Finalement, les défis d'organisation que posait le projet de village long n'ont pas été relevés. Même un fonctionnement autogestionnaire pour gérer le quotidien n'a pas été réussi, à part peut être pour les cuisines. Nous considérerons que l'une des causes directes de l'échec du village et de la mobilisation provient de l'état de notre fonctionnement (ou de notre non-fonctionnement) autogestionnaire, duquel a découlé une absence de préparation de celui-ci. L'autogestion est un processus complexe qui ne se décrète pas, mais s'organise en amont. Or nous sommes arrivé-e-s au village sans aucune base commune de fonctionnement préparée à l'avance pour répondre aux objectifs que nous nous étions fixés. Comment des ateliers auraient pu se tenir alors qu'un seul avait été préparé en amont et que le fonctionnement du « camp » n'apportait aucun cadre permettant leur organisation ? Nous en venons donc à nous inquiéter de la difficulté, voire du refus du milieu anti-autoritaire français à se saisir d'outils de prises de décisions collectives efficaces. Comme nous allons le voir ci dessous, cette tendance à rejeter les contraintes nécessaire à une organisation horizontale et de privilégier l'individu-e au dessus de tout nous semble en partie responsable de l'échec de la mobilisation.

Des choix politiques contestables

Nous avons vu que la mobilisation dans son ensemble a été un échec. Autant le processus, que ses réalisations. Contrairement aux attentes de Dijon, elle « n'a pas été l'occasion d'expérimenter une nouvelle étape dans nos mouvements de lutte », ni « de passer à un autre stade dans l'élaboration des stratégies et des tactiques collectives contre les institutions internationales ». Elle a encore moins été « une tentative d'augmenter nos capacités d'action et nos possibilités de réflexion et d'auto-organisation. »³⁴ Cela signifie-t-il pour autant que les propositions « différentes » étaient hors de propos ? Comme nous l'avons vu, elles étaient plutôt inadaptées à nos capacités de mobilisation en 2011. Déjà, nous étions bien au courant que les mobilisations internationales n'intéressaient plus trop suite au tour de réflexion que nous venions d'effectuer mais nous avons tout de même choisi d'appeler à une réunion de préparation. Ensuite, alors que « le succès de cette stratégie [de Dijon] dépend[ait] de la capacité des groupes locaux à se mobiliser »³⁵, nous pouvions clairement prédire sa non-faisabilité, étant donné la dynamique du week-end et le contexte de lutte français actuel. Dans ce cas, pourquoi avoir accepté passivement ces décisions et avoir maintenu notre participation à cette mobilisation alors que nous voyions qu'elle avait de grandes chances de ne pas aboutir ? N'aurait-il pas mieux valu ne rien faire plutôt que de se lancer dans cette aventure compliquée qui a

33 Ce dispositif était pourtant bien utilisé lors de précédentes expériences d'autogestion et reconnu pour sa facilitation des prises de décision collectives.

34 Appel de Dijon, op cit

35 Appel de Dijon, op cit

eu des effets négatifs sur bon nombre de militant-e-s dont nous-mêmes ? Nous ne pensons pas être les premier-e-s à avoir des difficultés à vraiment prendre en compte l'analyse que l'on fait de la faisabilité d'un projet. Par ailleurs, la perspective de voir la proposition de village long acceptée avec un certain « engouement » nous a aussi empêché de vraiment tirer les conclusions qui s'imposaient. Pour nous, la nécessité d'un long moment d'échange et de réflexion entre différents milieux et différentes luttes hors de la pression policière nous semblait (et nous semble encore) nécessaire. Cela dit, nous pensons que les difficultés de la mobilisation ne peuvent pas seulement s'expliquer par le manque d'intérêt pour ce type de lutte et l'absence de participations de réseaux et structures (formelles ou informelles) ayant des capacités de mobilisation (dont les organisations libertaires). Après avoir fait ces constats, il reste quelques questions en suspend : qu'est-ce qui a empêché qu'une initiative moins ambitieuse mais cohérente n'émerge ? Pourquoi n'a-t-il même pas été possible d'adapter les propositions de Dijon à quelque chose de réalisable et d'intéressant ? Malheureusement, tout au long du processus, l'organisation a été difficile et démobilisante, et ces difficultés ont empêché une réévaluation des objectifs élaborés à Dijon. Chaque coordination "nationale" était fastidieuse, manquait de continuité dans les réflexions et dans les personnes présentes. Les "groupes de travail" mis en place étaient pour la plupart inefficaces. Plus on avançait dans le temps, plus les choses devenaient compliquées et moins de personnes étaient présentes pour prendre en charge des tâches. Pendant les coordinations, le groupe présent-e-s avait toujours des difficultés à prendre des décisions et à respecter ses engagements, les décisions étaient rarement mises en application. Toutes ces difficultés ne sont pas seulement le fruit du hasard. Selon nous, elles sont plutôt la conséquence d'une non prise en compte des contraintes collectives que le choix d'organisation autogestionnaire implique. En fait, nous avons l'impression d'assister à une résurgence de ce que certain-e-s ont appelé le « poison de l'ego-anarchisme »³⁶. Dans cette conception individualiste, être « libertaire », « anarchiste » ou « autonome » signifie faire ce qu'on veut, ne pas avoir de contraintes, ne pas avoir à rendre des comptes. Aucune « règle » ou interdit ne sont toléré-e-s sous prétexte que toute limitation est autoritaire. Du coup, les structures collectives formelles ou informelles (donc toutes les organisations, quelles qu'elles soient) sont rejetées vigoureusement. Pour nous, ce refus d'assumer les contraintes d'une organisation collective sous prétexte de primauté de l'individu sur tout autre chose, a pour conséquence une difficulté, voire une impossibilité à s'organiser, surtout sur le long terme, et un risque de démobilisation et de défection déjà très fort dans nos milieux. On peut aussi appréhender que celles-eux qui « restent » se tournent vers des organisations plus hiérarchique où avant-gardistes par lassitude de l'irresponsabilité de leur camarades « anarchistes »³⁷. De plus, on observe de plus en plus un refus délibéré de certains groupes ou certaines personnes de prendre en compte les dominations informelles (répartition inégalitaire de la parole, etc.), qui tourne parfois en une absence, là aussi parfois assumée, de solidarité entre chacun/e. Par exemple, dans certains lieux d'organisation autonome³⁸, un nombre non négligeable de personnes refusent de mettre en place des règles chargées de visibiliser et de réguler les rapports de pouvoirs, seule manière selon nous de prendre des décisions de manière la plus horizontale possible. Pour nous, cela revient à demander aux individu-e-s isolé-e-s de fournir par eux/elles-mêmes un effort pour se constituer une place. Effort qui s'apparente fortement au « mérite » de notre société libérale. Enfin, le déclin des organisations libertaires, ainsi que des structures ou de lieux de socialisation commun-e-s, crée un univers militant éclaté en individu-e-s de plus en plus isolé-e-s, situation qui n'est pas sans rappeler l'atomisation croissante des groupes

36 Black Flames. *The revolutionnary Class Politics of Anarchism and Syndicalism*, Michael Shmidt & Lucien van der Walt, AK press, 2009, p 242

37 Récemment, quelques libertaires ont participé au processus de création du NPA. A notre connaissance, très peu y sont resté-e. Victor Serge est aussi un exemple connu.

38 La maison de la grève à Rennes par exemple.

sociaux (et notamment des classes opprimées) à l'œuvre plus généralement dans notre société (le fameux « diviser pour mieux régner » que le capitalisme orchestre si bien). Dans ce cadre, une perspective serait de garder un positionnement libertaire et de remettre vigoureusement en débat des valeurs autogestionnaires, en tentant de convaincre d'une vision moins naïve de l'autogestion, en défendant l'utilisation de mandats révocables, de commission pour préparer les AG ou mener à bien les décisions collectives, des techniques de modération de débat... Reconstruire du commun, c'est-à-dire, en ce qui nous concerne, une culture autogestionnaire, un mode de fonctionnement horizontal et des valeurs et perspectives politiques communes, ne sera certes pas un travail facile, dans un contexte où l'individualisme libéral semble avoir fortement atteint le milieu militant radical, de la même manière qu'il marque actuellement une emprise indécente sur l'ensemble de la société.

Des perspectives pour les mobilisations internationales ?

Au-delà de cette mobilisation ratée, on peut se demander quelles sont les perspectives pour les futures mobilisations internationales. Alors que la crise financière et écologique en cours appellerait des réponses à l'échelle européenne et mondiale de la part des mouvements sociaux, on ne voit pas de résistances significatives émerger, ni au niveau français ni au niveau européen. Malheureusement, la dynamique actuelle du mouvement altermondialiste l'empêche complètement d'y apporter des réponses. En France, les contre-sommets et les structures militantes qui ont porté ce mouvement³⁹ sont clairement en crise. On a l'impression d'avoir épuisé la stratégie qui consistait à démontrer l'illégitimité des instances internationales, et la stratégie de blocage (comme à Seattle ou à Prague) n'enchantent plus grand monde. Beaucoup voient le côté positif de la rencontre lors de ces contre-sommets mais plus personne ne les considère comme un moment de lutte véritable. Finalement, ces rassemblements seraient désormais des manifestations symboliques qui n'ont que trop peu d'effet, ni dans les médias ni dans le rapport de force avec les États. Cependant, d'autres types de contestations transnationales ou « ouvertes » semblent émerger ces derniers temps, comme l'opposition au train CASTOR en France, ou encore le mouvement des Indignés-Occupy. Ce mouvement a été majoritairement délaissé par les militan-e-s « radicales ». Nous avons trouvé ce choix dommageable puisque, bien que déroutant, le mouvement des indignés a montré une participation de personnes non politisée massive qu'on n'avait pas vu depuis longtemps, qui plus est sous un mode d'organisation assembléiste. En disant cela, nous n'ignorons pas certain-e-s des dérives des Indignés qui avaient de quoi refroidir plus d'un-e. Notamment son caractère « apolitique » (illustré par sa focalisation sur les « méchants » 1%, ignorant les rapports de classe, le patriarcat et autres rapports de domination et pouvant ainsi laisser la porte ouverte aux théories conspirationnistes d'extrême-droite), et son pacifisme pathologique (poussant certain-e-s indigné-e-s à dénoncer et à livrer des « casseur-se-s » aux forces de l'ordre)⁴⁰. En ce qui concerne l'apparition française de la lutte anti-Castor en Novembre, nous avons été étonné-e-s de constater la participation d'une bonne partie du milieu « radical » alors qu'il ne cache pas son désintérêt pour les contre-sommets et les actions symboliques. Pour nous, la logique de l'opposition au train de déchets nucléaires repose sur la même logique que celle des contre-sommets : rassemblement en un lieu de vie autogéré pendant 2-3 jours et tentative de blocage d'une cible afin d'afficher une opposition forte à une manifestation du pouvoir (en l'occurrence le nucléaire). Nous considérons que le blocage du train à Valognes (comme à Gorleben d'ailleurs) reste symbolique car, étant donné le rapport de

39 Organisation libertaires, collectif autogestionnaires altermondialistes (Chiche !, Vamos !) et les associations ou partis « altermondialistes » ATTAC, CRID, Les Amis de la Terre, le NPA...

40 A ce propos, nous conseillons vivement la lecture de « De la part de quelques anars madrilène », <http://juralib.noblogs.org/2011/06/12/de-la-part-de-quelques-anars-madrilenes/>

force actuel, le déploiement de forces de l'ordre restera physiquement plus fort et réussira finalement à faire avancer le train d'une manière ou d'une autre. Notre but ici n'est pas de montrer l'inutilité ou la futilité de ce choix stratégique. Au contraire, ce rassemblement a donné un nouveau dynamisme et une nouvelle visibilité à la lutte antinucléaire et a permis de faire se rencontrer des milieux habituellement en désaccord⁴¹. Nous soulignons juste que l'aspect symbolique de l'action de blocage ressemble énormément aux « anciennes » actions visant à bloquer ou à perturber les contre-sommets et que ce type d'action a généralement été jugée inutile, spectaculaire, et inintéressante concernant les mobilisations anti-G8. Finalement, nous en venons à nous demander selon quels motifs certain-e-s militant-es choisissent d'investir leur énergies. Selon la mode militante en cours, parce que leur bande de copain-e-s activistes y ont décidé de s'y rendre ou selon une stratégie référée à des principes politique ou à un contexte de lutte ? Nous ne pourrions répondre à cette question puisqu'au-delà de l'effet de mode, cette participation accrue à la lutte antinucléaire pourrait se justifier d'un point de vue stratégique par la volonté de profiter du basculement du rapport de force suite à la catastrophe de Fukushima⁴². Par ailleurs, cette question pourrait être étendue à d'autres outils de luttes, comme par exemple le rapport aux médias, les actions « non violente », les pratiques de confrontation⁴³ ou de sabotage etc. Le fait de se positionner de manière dogmatique, de ne pas penser à long terme et d'assumer une participation spontanée aux luttes bloque une construction collective d'une réponse et n'empêche pas mieux le capitalisme de poursuivre ses ravages. Cela dit, certaines problématiques sont inévitables et sont parfois difficiles à évaluer : Quel rapport de force instaure t-on avec le pouvoir par telle ou telle pratique ? Comment trouver un équilibre entre offensive et alternative, entre « radicalité » et ouverture ? Comment à un moment toucher au-delà de nos milieux cloisonnés sur eux-mêmes ? Ce qui est sûr, c'est que nous n'arriverons pas à trouver de réponses à ces questions tant que nos participations aux luttes continueront à se faire de manière morcelées sans tisser des liens entre elles.

Pour conclure, nous pouvons dire que malgré ces échecs, la mobilisation anti-G8-G20 2011 a été instructive sur bien des points. Nous avons tenter d'analyser les causes de cet échec et de partager les impasses auxquelles nous avons été confrontées sans ignorer nos propres contradictions et nos responsabilités. Alors que les contre-sommets semblent terminés en France, nous espérons que nous saurons trouver d'autres moyens de mobilisation à l'échelle internationale, intégrant différents milieux politiques, et tentant de mettre en tension une opposition radicale au système capitaliste avec la mise en place d'alternatives concrètes à celui-ci.

Surtout, cet échec nous a fait prendre conscience de la nécessité de reconstruire une culture politique et un fonctionnement autogestionnaire communs. Du fait du déclin des organisations politiques, et notamment libertaires, de la libéralisation des « milieux militants radicaux » (confusion entre autonomie collective autogestionnaire et autonomie individuelle libérale), et de la place croissante que prennent les formes d'organisation affinitaires et/ou communautaires, nous ne pourrions nous limiter à déterrer des vieux textes sur l'autogestion : il nous faudra nous reconstruire sur des bases nouvelles et prenant en compte la complexité de la situation actuelle et l'atomisation des groupes sociaux savamment orchestrées par le capitalisme. Il nous semble important que ce travail de reconstruction soit l'occasion de nous organiser en réseau(x), et que ce(s) dernier(s)

41 Pour un analyse de la mobilisation CASTOR en France, lire « Valognes, et après », <http://rebellyon.info/Valognes-et-apres.html>

42 Concernant la lutte antinucléaire, si elle semble (re)démarrer en France, c'est à notre avis le fruit de plusieurs éléments, dont l'« effet mode » n'est qu'une conséquence, un effet boule de neige (comme cela fut le cas aussi pour les contre-sommets). Il y a des gens qui se mobilisent sur ce sujet depuis longtemps, la stratégie de blocage des trains est réfléchi et étudiée depuis longtemps, le rapport de force a été fortement bouleversé par Fukushima (« opinion publique »). Enfin, ce type de mobilisation est très dynamique en Allemagne.

43 Lire « Après avoir tout brûler », <http://infokiosques.net/spip.php?article733>, pour une critique des pratiques type « Black Block » ou Pacifism as a pathology, Ward Churchill, AK press, ou zinelibrary.info/files/pap_imposed.pdf pour une critique des pratiques non violente.

permettent de fédérer des groupes politiques et non (simplement) des individu-e-s.